

25.05.2010

Les producteurs de lait européens et latino-américains disparaissent mais les agro-industries font de grand bénéfices !

Communiqué de presse de Via Campesina

Des délégués européens et latino américains de Via Campesina se sont réunis à Madrid du 14 au 18 Mai pour refuser les accords de libre-échange qui affectent directement les paysannes et paysans des deux continents.

Le président espagnol de l'UE organise cette semaine à Madrid un sommet de chefs d'Etats européens et latino américains afin de conclure ces accords agressifs.

Ces accords ne peuvent en aucun cas être bénéfiques pour les paysannes et paysans et aux citoyens d'aucun pays des deux côtés de l'Atlantique.

Ce sont par exemple 4.500 tonnes de lait et 2.000 tonnes de fromage que l'UE veut exporter à bas prix au détriment des producteurs d'Amérique Centrale.

Le Ministre de l'Agriculture Colombien Andrés Fernández a admis jeudi que l'accord contesté entre l'UE et la Colombie peut porter préjudice à plus de 400.000 producteurs et communautés agricoles de Colombie, surtout dans le secteur laitier.

Lors de ces dernières années, plutôt que d'adapter la production laitière à la consommation interne de l'UE, la commission y conseil européenne a décidé d'augmenter les quotas laitiers de chaque pays avec l'objectif d'accroître les exportations de produits laitiers.

Cette décision a favorisé la baisse des prix du lait dans les pays européens et la fragilisation ou la faillite des paysans vivant de cette production.

La politique de restitutions aux exportations favorise ce commerce inéquitable. C'est une menace pour la souveraineté alimentaire et les paysannes et les paysans membres de Via Campesina qui ont comme priorité d'alimenter leurs propres peuples.

Les uniques bénéficiaires de cet accord seront les industries laitières et les multinationales de la distribution et de la transformation du lait et non les paysannes et paysans de l'Amérique Latine et de l'UE.

La délégation de Vía Campesina en Madrid réaffirme que la défense de l'agriculture paysanne est une priorité partagée tant en Europe qu'en Amérique Latine et que ces accords de libre échange détruisent la souveraineté alimentaire des peuples.

De ce fait, la délégation exige que les Etats membres de l'UE et que leurs gouvernements ne signent aucun accord commercial qui aille contre les propres intérêts de leurs peuples !